

Service Environnement, Sous-Produits,
Alimentation Animale et Pharmacie

ANGERS, le 31/03/2022

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARBOT Stéphane
La Joubarderie
LA POUEZE
49220 ERDRE EN ANJOU

Références : 2022_02_15 RapportInspection BARBOT Stéphane

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement BARBOT Stéphane implanté à La Joubarderie LA POUEZE 49220 ERDRE EN ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle dans le cadre de l'instruction d'un dossier d'autorisation et au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBOT Stéphane
- La Joubarderie LA POUEZE 49220 ERDRE EN ANJOU
- Code AIOT dans GUN : 0006311427
- Régime : Déclaration

Production de volailles de chair

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Propreté de l'installation et accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale
Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.6	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.7	/	Lettre de suite préfectorale
Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.8	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.1.1	/	Sans objet
Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.2	/	Sans objet
Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.2	/	Sans objet
Épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.2.1	/	Sans objet
Stockage des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les abords de l'installation doivent être maintenus en bon état de propreté.

Les pièges servant à lutter contre la prolifération des nuisibles, doivent être contrôlés régulièrement et rechargés en appâts si besoin.

Les produits de nettoyage et les autres produits dangereux présents dans les locaux dédiés doivent être mis sur rétention.

Les extincteurs mis en place sur le site doivent être appropriés aux risques à combattre.

Les cuves de gaz doivent être équipées d'une vanne de barrage permettant de couper l'arrivée du gaz en cas d'incident.

La réserve à incendie doit contenir *a minima* 120 m³ d'eau d'extinction.

L'aire d'aspiration carrossable de la réserve à incendie doit être mise en place pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours en toutes circonstances.

La signalétique de la défense externe contre l'incendie doit être mise en place.

Les installations électriques doivent être vérifiées par un organisme indépendant accrédité COFRAC tous les 5 ans.

Le registre des risques doit être mis en place sur le site d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 1.1.1
Thème(s) : Élevage, Dossier
Constats : Les effectifs présents lors du contrôle sont de 22 000 dindes standards. La capacité maximale de l'installation est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.2
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Constats : Les bâtiments existants sont visibles depuis la route communale, mais des haies bocagères au sud-ouest permettent de créer un écran visuel par rapport aux tiers les plus proches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté de l'installation et accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.5
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Constats : Présence de palettes bois, de déchets de métaux et divers matériels autour des bâtiments. La dératisation est réalisée par l'exploitant. Absence d'appâts anti-nuisibles dans certains pièges.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.6
Thème(s) : Élevage, Pollution
Constats : Absence de rétention pour les produits de nettoyage et les autres produits dangereux dans les locaux dédiés à leur stockage. La cuve de stockage du fioul dédié au groupe électrogène de secours est en rétention. Présence dans cette même rétention de divers matériels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.7
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Constats : - La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs présents dans les sas sanitaires des bâtiments de volailles. Le dernier contrôle a été réalisé par la société EIRL TERRIEN en octobre 2021. Aucun extincteur n'est présent à proximité des stockages de gaz et de fioul. Absence d'un extincteur dioxyde de carbone à proximité des armoires électriques dans le sas du bâtiment V1. - La défense externe contre l'incendie est assurée par une réserve à incendie de 120 m ³ situé à moins de 200 m du risque à défendre. Le jour du contrôle, il a été constaté une insuffisance du remplissage de celle-ci due à défaut d'étanchéité lors de sa réalisation. La réserve à incendie ne dispose d'aucune aire d'aspiration carrossable d'au minimum 32 m ² pour permettre l'accès en permanence aux services d'incendie et de secours. Aucune signalétique n'est en place pour identifier la réserve à incendie. - Une vanne de barrage gaz est présente sur la cuve de 3,2 tonnes alimentant le bâtiment V2. Concernant la cuve de 1,75 tonnes qui alimente le bâtiment V1, aucune vanne de barrage gaz n'est installée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 2.8
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Constats : Depuis la mise en service des bâtiments d'élevage, aucun contrôle électrique n'a été réalisé par un organisme indépendant accrédité COFRAC. Aucun registre des risques n'est présent sur l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Équipement de collecte et de stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.1-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Constats : Les eaux résiduaires provenant du bâtiment V2 sont collectées et acheminées via un réseau étanche vers une citerne acier double paroi de 20 m ³ enterrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3.3.2
Thème(s) : Élevage, Pollution
Constats : Les eaux de pluie sont collectées via des fossés drainants puis dirigées vers le milieu naturel et la réserve à incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4.2.1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Constats : Le fumier de volailles d'un lot par an est valorisé sur le parcellaire d'épandage de l'exploitation BARBOT Stéphane, soit environ 25 tonnes /an. Le fumier est stocké au champ couvert d'un lit de paille avant d'être épandu. Le reste du fumier est exporté vers le site de compostage FERTIL'EVEIL (bilan annuel de 528,84 tonnes exportées entre juillet 2020 et juin 2021). Les numéros des lots de volailles doivent figurer sur les justificatifs d'enlèvement pour assurer une traçabilité des exportations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7.1
Thème(s) : Élevage, Pollution
Constats : Présence sur le site d'un congélateur et d'une zone avec un bac d'équarrissage pour l'enlèvement des animaux morts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet